



991



REVUE CONJOINTE

GOUVERNEMENT DU SENEGAL - USAID

RESUME

DU PROGRAMME D'INTERVENTION

1998-2006 DE L'USAID AU SENEGAL

12 Mars 2002, Ngor Diarama

Destinataire : participants

Cabinet



Mars 2002

OS#3:	Utilisation Accrue et Durable des Services de la Santé de la Reproduction (Survie de l'Enfant, Santé Maternelle, Planification Familiale, et Infections Sexuellement Transmises/SIDA) dans le Cadre de la Décentralisation dans les Zones Ciblées	13
	A. Résumé	13
	B. Performance et Résultats	14
	C. Programme prévu pour 2002	14
	D. Perceptions des Clients/Partenaires	15
	E. Situation du Suivi des Recommandations de la Précédente Revue Conjointe	16
OSp#1:	Initiative d'Education pour le Développement et la Démocratie (EDDI/Sénégal)	18
	A. Résumé	18
	B. Performance et Résultats	19
	C. Programme prévu pour 2002	20
	D. Perceptions des Clients/Partenaires	21
	E. Situation du Suivi des Recommandations de la Précédente Revue Conjointe	21
OSp#2:	Le programme de Relance du Développement de la Casamance	
	A. Résumé	22
	B. Performance et Résultats	22
	C. Programme prévu pour 2002	22
	D. Perceptions des Clients/Partenaires	23
	E. Situation du Suivi des Recommandations de la Précédente Revue Conjointe	24
	Suivi des Recommandations sur les Questions Transversales de la Précente Revue Conjointe	25

RESUME DU PROGRAMME ACTUEL DE L'USAID AU SENEGAL

1. Evolution de la Stratégie de l'USAID

Le Plan Stratégique de l'USAID pour le Sénégal (CSP - 1998-2006) approuvé en juin 1998 ainsi que les amendements qui ont suivi ont été élaborés dans le cadre d'un partenariat étroit avec le Gouvernement et le peuple sénégalais, y compris les ONG et organisations de base. Les bailleurs de fonds opérant au Sénégal ont aussi participé à ce processus. Le présent document de travail présente les principaux résultats atteints durant la troisième année d'exécution du CSP. En septembre 1999, le CSP a été amendé pour intégrer deux Objectifs spéciaux (Osp.) qui soutiennent respectivement le processus de paix dans le conflit casamançais et l'éducation des filles. A ce jour, 48,4 millions de dollars ont été dépensés sur les 94,4 millions de dollars mis en place au titre du programme global.

L'année dernière, conjointement avec le Ministère de la Jeunesse, de l'Environnement et de l'Hygiène Public (MJEHP), nous avons conçu un programme visant à relancer notre engagement dans le secteur de l'agriculture et des ressources naturelles, en nous appuyant sur le travail réalisé dans le cadre du programme PGCRN qui s'est achevé en septembre 2001. L'USAID est encouragée par le réengagement de la nouvelle l'Administration américaine en faveur du secteur agricole. Avec les Ministères de l'Agriculture, de la MJEHP et des Finances, nous envisageons de nous engager de façon énergique dans ce secteur. L'engagement de l'USAID dans le secteur agricole et la gestion de ressources naturelles sera illustré par un nouveau programme agriculture/gestion des ressources naturelles (AG/GRN) de 15 millions de dollars sur 5 ans. Ce projet vise à promouvoir l'exploitation durable et rentable des produits naturels locales par les communautés rurales, l'exportation de produits agricoles non traditionnels et, de façon global, une gestion locale améliorée des ressources naturelles. Il est prévu de le démarrer par la région de Tambacounda.

Les fonds de ce programme seront mis en place par le biais des OS 1 (secteur privé) et OS 2 (décentralisation), traduisant ainsi les liens forts de chacun de ces OS avec le secteur AG/GRN. Ceci nécessitera éventuellement l'adjonction de Résultats Intermédiaires Clés (RIC) aux cadres de résultats de chacun de ces OS. L'USAID espère que le programme AG/GRN jouera le rôle de catalyseur d'une synergie active entre les trois domaines programmatiques que sont l'AG/GRN, le développement du secteur privé et la décentralisation.

L'USAID est aussi présentement engagée dans un exercice de revue pour déterminer des questions d'éducation de base prioritaires dans le cadre de l'OS2. En AF 2002, grâce à la réponse favorable de l'USAID/Washington à notre requête, la Mission a reçu 3,5 millions de dollars pour l'éducation de base. Les réflexions en cours pour étendre le champ du programme d'éducation de base sont importantes pour la réussite des objectifs de décentralisation. Les débuts de réformes dans les domaines du secteur privé, de la décentralisation et de la gouvernance locale, y compris l'éducation, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, laissent espérer des changements majeurs avec de profondes implications pour le développement du Sénégal. Cependant, une assistance considérable est encore nécessaire pour réaliser ces réformes et assurer leur application effective. L'USAID souhaiterait saisir l'opportunité offerte par l'Initiative en faveur des Pays Pauvres très Endettés (PPTÉ) et la présence d'un nouveau gouvernement pour accélérer ces changements. Les efforts de l'USAID seront prioritairement concentrés sur l'augmentation des opportunités économiques en faveur des pauvres, des femmes et des jeunes à travers la consolidation de l'environnement des affaires par des règles claires et des procédures transparentes. Une éducation de base améliorée est essentielle pour la réduction de la pauvreté, la mise en oeuvre effective de la décentralisation, et pour l'avenir du Sénégal. Elle contribue aussi à améliorer la planification familiale et la santé maternelle et infantile, à plus de respect et de protection de l'environnement, à responsabiliser davantage la société civile et les populations, et à renforcer la démocratie sénégalaise.

2. Le Programme de l'USAID/Sénégal :

Secteur privé : L'USAID intervient dans le secteur privé pour améliorer l'environnement juridique, réglementaire et politique ; augmenter l'accès aux services financiers, particulièrement des groupes défavorisés ; et améliorer les pratiques techniques et managériales. Ces activités devraient améliorer le climat pour l'investissement au Sénégal et lever les contraintes au développement accru des petites, moyennes et micro-entreprises. Durant l'année 2000, plus de deux douzaines des principaux obstacles au développement du secteur privé ont été levés avec l'assistance de l'USAID qui a aussi commencé à renforcer les capacités des institutions de micro-finance servant plus de 10.000 clients dont 80% de femmes.

Démocratie/Gouvernance : Le programme met l'accent sur l'augmentation de la capacité des Sénégalais à identifier et prioriser les problèmes locaux et à mobiliser des ressources au niveau local pour faire face à leurs principales préoccupations. L'USAID vise à augmenter la capacité des institutions locales ; augmenter l'accès aux ressources financières ; augmenter la participation populaire à la gestion et à la supervision des

affaires locales ; et atteindre une mise en oeuvre plus efficace des politiques et règlements relatifs à la décentralisation. L'USAID a contribué au succès de l'élection présidentielle de 2000 et à une alternance pacifique grâce à un programme très réussi de sensibilisation et de mobilisation des électeurs, géré par un consortium de onze ONG locales.

Santé : L'USAID promeut l'utilisation et la pérennité de services sélectionnés de santé de la reproduction (survie de l'enfant, VIH-SIDA, santé maternelle et planification familiale) à travers l'augmentation de l'accès, de la demande et des capacités locales de financement dans le cadre de la réforme de la décentralisation. Au sein des services publics comme privés, des efforts visent à renforcer la capacité à fournir et assurer des services de santé de la reproduction de qualité. L'assistance de l'USAID a été un facteur clé dans la réputation du programme de prévention du VIH-SIDA du Sénégal qui a permis de maintenir le taux de prévalence du VIH loin en dessous des taux enregistrés dans d'autres pays d'Afrique.

Education: Le programme vise à augmenter l'accès des filles et des femmes à l'éducation; augmenter le maintien (en réduisant les taux d'abandon et de redoublement) des filles dans le système éducatif formel; et améliorer l'éducation non formelle et la formation professionnelle des filles et femmes. L'USAID est devenue un leader parmi les bailleurs de fonds défenseurs de la cause de l'éducation des filles.

Région de Casamance: L'USAID est en train de soutenir le processus de paix dans la région de Casamance, à la suite d'un conflit armé de dix-neuf ans entre les forces armées sénégalaises et un groupe séparatiste. Le programme de l'USAID a aidé à amener le gouvernement du Sénégal et les rebelles à la table de négociation et va améliorer les conditions de vie des populations affectées, augmenter l'auto-suffisance des organisations de développement local, ainsi que les mécanismes de résolution locale des conflits.

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES (OS) ET OBJECTIFS STRATEGIQUES SPECIAUX (OSp)
POUR LA STRATEGIE 1998-2006

Numéro	Titre de l'OS/OSp	Date de l'Accord Initial	Date de Clôture
<u>OS#1</u>			
685-001	Une Augmentation durable des activités du secteur privé génératrices de revenus dans les secteurs ciblés	02/09/98	30/09/06
<u>OS#2</u>			
685-002	Une Gestion locale plus efficace, plus démocratique et plus responsable des services et ressources dans les zones ciblées	02/09/98	30/09/06
<u>OS#3</u>			
685-003	Utilisation accrue et durable des services de Santé de la Reproduction (Survie de l'Enfant, Santé maternelle, Planification familiale et IST/SIDA) dans le cadre de la décentralisation dans les zones ciblées	02/09/98	30/09/06
<u>OSP#1</u>			
685-008	Initiative d'Education pour le Développement et la Démocratie (EDDI/SENEGAL)	30/09/99	31/12/05
<u>OSP#2</u>			
685-009	Programme de Relance du Développement de la Casamance	09/09/99	31/12/04

**O.S.#1: Une Augmentation Durable des Activités du Secteur Privé
Génératrices de Revenus dans les Secteurs Ciblés (685-001)**

Principaux Résultats Ciblés:

- Améliorer les Politiques d'Appui à l'Environnement Juridique et Réglementaire des Affaires;
- Accroître l'Accès aux Services Financiers;
- Promouvoir l'utilisation Accrue de Meilleures Pratiques Techniques et Managériales;
- Accroître la Commercialisation des Produits Agricoles Non Traditionnels et des Produits Naturels

<u>Durée</u> Huit ans (2 Sept.98-30 Sept.06)	<u>Ministère de Tutelle</u> Economie et Finances
<u>Coût global</u> (en dollars EU)	<u>Responsable</u> : Mademba Ndiaye Conseiller Technique
<u>Contributions:</u>	
Etats-Unis : 70.400.000	<u>Responsable USAID</u> :
Sénégal : 4.079.000	Joseph Van Meter
Total général: 74.479.000	
<u>Situation financ. Au 30 Sept.01</u>	<u>Principaux Contractants:</u> <u>ou Organismes:</u>
Montant mis en place: 22.987.874	- Chemonics Intern. (Dyna)
Montant décaissé : 9.696.067	- EnterpriseWorks, ASACASE
Montant non décaissé: 13.291.807	- CAMC, Trade Point Senegal

A. Résumé

Cet objectif stratégique vise la responsabilisation économique, en permettant aux populations de disposer de choix significatifs d'investissements économiques de leur force de travail et de leurs ressources. Il doit être atteint à travers la promotion des initiatives privées, ainsi que la mobilisation des ressources à tous les niveaux, surtout à la base.

B. Performance et Résultats

A la fin du programme de l'USAID, l'on s'attend à ce que l'environnement des affaires soit amélioré et la capacité de

croissance économique des entrepreneurs à la base, augmentée. Jusqu'ici, pour développer la capacité des institutions de microfinance (IMF), l'USAID a fourni à sept IMF et réseaux représentant 95 mutuelles un soutien institutionnel et une formation technique, des ordinateurs et un équipement de bureau. Les IMF ont ouvert de nouvelles agences dans des zones non couvertes, étendu et renforcé les agences existantes, augmenté la confiance des clients et fortement développé leur nombre. Par conséquent, le nombre de clients, le volume de l'épargne mobilisée et la valeur des prêts ont considérablement augmenté. De 1999 à 2001, le nombre de nouveaux clients des IMF assistés est passé de 10.214 à 40.214, les dépôts de 546.000 dollars à 2.785.000 dollars et le nombre de prêts de 8406 (pour 995.000 dollars) à 11.438 (pour 5.980.000 dollars). Pour améliorer la surveillance réglementaire des IMF, un réseau informatique est en train d'être installé pour la cellule microfinance du Ministère des Finances. Quatre agents de cette cellule ont bénéficié de formations techniques pour améliorer leurs compétences en microfinance. Un total de 231 entrepreneurs a payé pour suivre des formations en techniques de base de comptabilité, marketing, gestion, techniques entrepreneuriales et autres domaines spécifiques tels que gestion de cybercafé, sérigraphie. L'USAID est en train de mettre en oeuvre avec succès son activité de production de fourneaux améliorés « Jambar » qui permet d'économiser de l'énergie, de créer des emplois et de générer des revenus. Plus de 10.000 fourneaux ont été commercialisés en AF 2001. Une étude financée par l'USAID sur les distorsions du régime fiscal sénégalais a identifié les mesures que le gouvernement devrait prendre pour rationaliser les incitations et procédures fiscales en faveur des affaires.

C. Programme prévu pour 2002

L'USAID utilisera les fonds de l'AF 2002 pour aider le GRS à lever les barrières administratives à l'investissement privé en soutenant l'Agence de Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux (APIX). Une assistance technique sera fournie au Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation pour continuer à résoudre les litiges d'affaires en moins de temps que dans les tribunaux classiques. L'USAID continuera à renforcer les IMF pour permettre aux entrepreneurs ruraux et urbains, particulièrement les femmes, d'avoir accès à des services d'épargne et de crédit sûrs. Des IMF et ONG sélectionnés bénéficieront d'une assistance technique et d'une formation technique et institutionnelle pour pouvoir fournir des services financiers de meilleure qualité à un plus grand nombre de clients. L'USAID initiera les IMF aux concepts d'audit et d'évaluation en tant qu'outils de gestion tout en développant un noyau de firmes locales capables de faire ce travail dans l'avenir. Pour améliorer les compétences des petites et micro finances, des formations seront fournies en techniques de gestion, planification d'affaires, marketing et production. Des fonds de l'AF2002 seront aussi utilisés pour lancer une nouvelle activité Agriculture et

Gestion des Ressources Naturelles (AG/GRN) conjointement financée avec le programme de gouvernance locale (OS2), pour promouvoir une gestion communautaire durable de l'agriculture et des ressources naturelles. L'aspect entreprise privée de l'activité implique une assistance technique et un transfert de technologie pour promouvoir des joint-ventures rentables entre les communautés et le secteur privé, pour la commercialisation de produits naturels et la culture et/ou la transformation de produits agricoles non traditionnels destinés aux marchés nationaux et régionaux. L'USAID développera la capacité des communautés à s'associer avec des partenaires du secteur privé afin d'améliorer et de commercialiser leurs produits agricoles et naturels.

D. Perceptions des Clients/Partenaires

Les inputs des clients/partenaires sont pris en compte dans la mise en oeuvre des activités. Méthode rapide de recherche participative et, si nécessaire, évaluations menées 60 à 90 jours après la formation.

E. Situation du Suivi des Recommandations de la précédente Revue conjointe USAID/GRS

Recommandations Revue conjointe	Parties responsables	Etat d'Exécution
1. Demander au Ministre des Finances de reconsidérer la nomination de l'homologue de l'OS1	USAID	Effectif. Homologue nommé en juillet 2001 (M. Mademba Ndiaye, Conseiller Technique)
2. Créer un comité de pilotage selon le modèle recommandé	<u>USAID/GRS</u>	Comité de pilotage créé le 20 février 2002 (voir compte rendu en annexe)
3. Impliquer les partenaires sénégalais dans le processus de sélection des contractants notamment dans la définition des termes de référence et la participation au dépouillement	USAID	Aucun contrat attribué depuis la revue conjointe
4. Utiliser le français comme autre langue de travail	USAID	Français utilisé dans toutes les correspondances (SOAG, LE et rapports d'activités trimestriels des partenaires d'exécution à l'USAID et au GRS)
5. Envoyer régulièrement à l'homologue du GRS les rapports d'activités trimestriels des contractants.	USAID	Rapports envoyés régulièrement au MEF/DDI

O.S.#2: Une Gestion Locale plus Efficace, plus Démocratique et plus Responsable des Services et Ressources dans les Zones Ciblées (685-0308)

Principaux Résultats Ciblés:

- Capacité Accrue des Institutions Locales;
- Accès Accru aux Ressources Financières;
- Participation Populaire Accrue à la Gestion et à la Supervision des Affaires Locales; et
- Mise en oeuvre plus Efficace des Politiques et Règlements Liés à la Décentralisation.

Durée
Huit ans (2 Sept.98-30 Sept.06)
Coût global (en dollars EU)

Ministères de Tutelle:
- Décentralisation
Responsable: Mamadou Guèye,
Directeur de Cabinet

Contributions:
Etats-Unis : 40.000.000
Sénégal : 430.000
Total général: 40.430.000

- Environnement
Responsable: Babacar Ndaw,
Directeur de Cabinet

Responsable USAID: Scott Dobberstein

Situation financ. Au 30 Sept. 01
Montant mis en place : 21.772.319
Montant décaissé : 13.367.204
Montant non décaissé : 8.405.115

Principaux Contractants
ou Organismes:
ARD, SECID, SAFEFOD,
ENDA, GOREE INSTITUTE, CIG,
KUENZI, NDI

A. Résumé

Le but de cet Objectif Stratégique (OS) est de réaliser une gestion locale plus efficace, plus démocratique et plus responsable des services et ressources dans les zones ciblées. Cet OS relatif à la démocratie et à la bonne gouvernance augmentera la capacité des Sénégalais à identifier et définir les priorités dans les questions locales et à mobiliser des ressources au niveau local pour satisfaire leurs besoins principaux.

La réalisation de l'OS sera renforcée dans beaucoup de cas par l'intégration d'activités mises en oeuvre dans le cadre des OS 1 et 3.

B. Performance et Resultats

Avant la fin du programme, l'on s'attend à ce que les collectivités locales soient davantage responsabilisées, capables d'exercer leurs compétences et de gérer les affaires locales de manière transparente, avec une participation effective des citoyens, qui permette d'améliorer le bien-être économique et social de leurs communautés. Jusqu'ici, le programme de l'USAID a aidé à renforcer les capacités des élus locaux et celles de leurs partenaires de la société civile dans 22% des 380 collectivités locales du pays. Ces élus locaux, qui sont devenus plus confiants et mieux outillés pour comprendre le sens et le fonctionnement de la décentralisation, gèrent correctement leurs relations avec les autorités administratives locales et les responsables du gouvernement central. Deux conseils ruraux (Kounkané et Séssène) ont obtenu des résultats dans l'effort visant à augmenter leurs revenus en sensibilisant leurs citoyens sur l'importance de payer la taxe rurale et de collaborer avec les services fiscaux.

Les événements parrainés par l'USAID ont fortement contribué à augmenter la participation des citoyens à la prise de décisions et les élus locaux sont en train d'initier plus de consultations avec le public.

L'année dernière, après la résolution d'un conflit sur l'usage des ressources forestières à Pata, dans la région de Kolda, l'USAID a appliqué une approche similaire impliquant toutes les parties pour résoudre un grave conflit entre pêcheurs de Kayar, et élaborer un plan de gestion durable des zones de pêches concernées.

La gestion des ressources naturelles (GRN) est l'une des compétences majeures transférées aux collectivités locales. Le Projet de gestion communautaire des ressources naturelles (PGCRN), qui a pris fin en 2001, soutenait l'élaboration et l'exécution de plans de gestion et d'aménagement de 20 communautés rurales d'environ 260.000 habitants. Dans la plupart de ces communautés rurales, une participation et un engagement soutenus ont abouti à une utilisation beaucoup plus importante de technologies et pratiques rationnelles de GRN, à de meilleures capacités de planification et de gestion, ainsi qu'à de meilleurs revenus pour les ménages. De plus, les populations s'attendent maintenant à plus de transparence dans le fonctionnement de leurs associations et de leurs collectivités locales, et les femmes, en particulier, assument de plus en plus des rôles de leaders dans la GRN. En fin de compte, ces changements d'attitudes et de comportements contribueront à des améliorations considérables de

la qualité des ressources naturelles de base de chaque communauté.

Pour augmenter le nombre de femmes impliquées dans la gestion des collectivités locales, l'USAID a lancé par l'intermédiaire de NDI (National Democratic Institute), un programme visant à encourager les partis politiques à proposer des candidatures de femmes pour les élections locales de mai 2002. La phase suivante consistera à assister 14 partis politiques déjà représentés à l'Assemblée Nationale, à identifier des mesures pratiques de promotion des candidatures féminines, et à donner aux femmes qui seront élues les compétences utiles à l'accomplissement de leurs nouvelles charges. Avec la constitution de coalitions de partis politiques en vue des élections locales, le NDI va élargir son activité à des partis politiques qui ne siègent pas à l'Assemblée.

C. Programme prévu pour 2002

L'USAID financera une assistance technique et des formations pour : (1) étendre le programme de décentralisation de plus de 10 communautés rurales supplémentaires dans deux autres régions, ce qui portera la couverture à sept régions sur les dix ; (2) renforcer les capacités des collectivités locales par la formation dans les domaines décentralisés, le leadership et la planification stratégique ; (3) renforcer les organisations de la société civile ; et (4) promouvoir la participation populaire et les pratiques fondamentales de bonne gouvernance dans la gestion des affaires locales, particulièrement celles concernant les ressources naturelles, la santé, la gestion des déchets solides et l'éducation. Les fonds de l'AF 2002 seront aussi utilisés pour passer un contrat d'assistance technique pour une nouvelle activité Agriculture et Gestion des Ressources Naturelles (AG/GRN), conjointement financée avec le programme secteur privé, pour promouvoir une gestion durable de l'agriculture et des ressources naturelles. Cette nouvelle activité aidera les collectivités locales à gérer leurs ressources naturelles (ex : forêts naturelles, terres agricoles) pour en tirer profits et pour minimiser les conflits engendrés par les problèmes d'accès. Elle promouvra aussi des mécanismes plus efficaces d'application et de dialogue concernant les politiques existant en matière d'AG/GRN. Enfin, les fonds de l'Education de Base pour l'AF 2002 seront utilisés pour une nouvelle activité d'éducation, qui s'appuiera sur les expériences de l'actuel objectif spécial sur l'éducation des filles (OSp 1), afin de renforcer les liens entre communautés, écoles et responsables des écoles, et améliorer l'adéquation entre l'école et la vie. Le manque de compétences de base est une contrainte à la capacité des citoyens à participer effectivement et efficacement à la gestion des affaires locales. D'autre part, l'éducation est l'une des compétences décentralisées et une plus grande participation des collectivités

à la gestion de l'école contribuera à augmenter les taux d'inscription et la qualité de l'éducation. L'USAID pense que l'inclusion de l'éducation dans le programme de gouvernance locale démocratique va augmenter l'impact des investissements dans l'éducation et la décentralisation.

D. Perceptions des Clients

Une récente évaluation du principal contractant, ARD, a révélé que les partenaires de l'OS2 apprécient le programme et son approche participative. L'enquête sur la satisfaction des clients qui va bientôt démarrer nous renseignera davantage sur cette question. Ces partenaires ont loué la réponse et le feed-back rapides de ARD et des équipes de suivi de la mission qui ont visité les sites d'intervention. D'autre part, le flux d'informations sur la Démocratie/Gouvernance entre la Mission et le GRS a été excellent et a facilité des prises de décisions en bonne collaboration.

E. Situation du Suivi des Recommandations de la précédente Revue Conjointe USAID/GRS

Recommandations de la Revue conjointe	Parties responsables	Etat d'Exécution
1. Prendre les dispositions nécessaires pour la mise en place effective du Secrétariat Technique du CNDCL dès la parution de l'arrêté portant sa création.	GRS	Non encore résolu
2. Les Comités de Pilotage devront mettre en place des mécanismes d'information pour les collectivités locales et les autorités administratives territoriales concernées; l'USAID et le Ministère de Tutelle devront faire de cet aspect un critère de performance important pour les programmes.	USAID/GRS	Les contractants de l'USAID ont dans leur mécanisme de communication intégré cet aspect (GTT et CDL). Cependant au niveau national le GRS devrait être responsable pour la mise en place de mécanisme de circulation de l'information si ce n'est déjà fait.
3. L'USAID devra établir, en collaboration avec les Ministères Techniques concernés, une carte monographique des activités en cours d'exécution et en voie de démarrage, et en tenir	USAID	L'USAID et DGL Felo disposent d'un Système d'Information Géographique qui permettra d'actualiser les cartes monographiques.

<p>compte dans la localisation des projets futurs. Délai de mise en oeuvre: fin 2001, à l'initiative de l'USAID</p>		
<p>4. Mettre en place le Fonds de Dotation aux Collectivités Locales, au plus tard à la fin du premier trimestre.</p>	GRS	<p>Le GRS travaille actuellement sur les voies et moyens pour accélérer le processus. Deux études ont été initiées en vue d'écourter le temps de transfert des fonds. Dans le même ordre d'idées, parmi les recommandations ressorties des discussions menées entre l'USAID et le Ministère de l'Economie et des Finances, dans le cadre de l'assistance technique apportée aux services du Budget, il est suggéré d'inscrire dans la loi de finances, en même temps que le montant du FDD, les montants alloués aux régions, communes et communautés rurales; ceci permettra de raccourcir les délais de mise en place du FDD.</p>
<p>5. Augmenter de manière significative, le montant du Fonds de Dotation de la Décentralisation.</p>	GRS	<p>Le FDD a progressé en valeur absolue mais est encore loin de l'objectif de couverture des charges liées à l'exercice des compétences transférées. Nous recommandons qu'il soit substantiellement relevé de manière à prendre en charge efficacement les besoins liés à l'exercice des compétences transférées.</p>

O.S.#3: **Utilisation Accrue et Durable des Services de Santé de la Reproduction (Survie de l'Enfant, Santé Maternelle, Planification Familiale et IST/SIDA) dans le Cadre de la Décentralisation dans les Zones Ciblées (685-0309)**

Principaux Résultats Ciblés:

- Accès Accru à des Services de Qualité de Survie de l'Enfant, Santé Maternelle, Planification Familiale et IST/SIDA
- Demande Accrue de Services de Survie de l'Enfant, Santé Maternelle, Planification Familiale et IST/SIDA; et
- Financement Accru des Services de Santé par des Sources Internes (sénégalaises).

<u>Durée:</u> Huit ans (2 Sept.98-30 Sept.06)	<u>Ministère de Tutelle</u> Ministère de la Santé et de la Prévention
<u>Coût global</u> (en dollars EU)	Coordonnateur : Mandiaye Loum Directeur de la Santé
<u>Contributions:</u>	<u>Responsable USAID :</u>
Etats-Unis : 68.900.000	Félix Awantang
Sénégal : 16.021.000	
Total général : 84.921.000	
<u>Situation financ. au 30 Sept.01</u>	<u>Principaux Contractants:</u>
Montant mis en place :37.505.000	<u>ou Agences de</u>
Montant décaissé :22.471.000	<u>Coopération (A.C.):</u>
Montant non décaissé :15.034.000	BASICS, MSH, FHI, Development Associates CMS/Ademas

A. Résumé

Pour appuyer le Ministère de la Santé et les Collectivités locales de 29 districts sanitaires à améliorer les services de santé et pour capitaliser les opportunités offertes par un nouvel environnement légal décentralisé, l'USAID/Sénégal a élaboré cet objectif stratégique pour promouvoir l'utilisation et la durabilité des services de santé de la reproduction par l'augmentation de l'accès, de la demande et des capacités locales de financement. Dans ce cadre, les efforts seront axés sur la réduction de la mortalité infanto-juvénile et du taux de fécondité, et sur la stabilisation des taux de prévalence du VIH/SIDA.

L'OS s'appuie sur la stratégie antérieure de 1992-1997 ainsi que les expériences des 40 dernières années dans le pays. Il consolide l'accent mis ces dernières années sur le renforcement des entités locales ainsi que sur la décentralisation politique

et administrative. La réalisation de l'OS sera appuyée dans beaucoup de cas par l'intégration des activités de génération de revenus (OS1) et par une meilleure gestion des collectivités locales (OS2).

B. Performance et Résultats

Sept districts sanitaires additionnels ont été enrôlés dans le programme de co-investissement de l'USAID en 2001 ce qui porte le nombre total de districts à 15 englobant 110 collectivités locales. Ceci a amélioré le dialogue entre les principales parties prenantes, les élus locaux, les techniciens et les responsables de la santé quant à la répartition des nouvelles responsabilités décentralisées pour financer le secteur de la santé. L'USAID a formé plus de 700 agents communautaires de santé aux techniques d'information, d'éducation et de communication (IEC) de santé et de mobilisation sociale, créant ainsi un réseau complet de promoteurs de la santé dans tous les districts sanitaires appuyés par l'USAID. Dans le cadre de ses activités de survie de l'enfant, l'USAID a aidé à évaluer la gestion des médicaments des maladies de l'enfant, les besoins en équipement de chaîne de froid et matériels d'injection dans 130 centres de vaccination et à élaborer une stratégie visant à relever le faible taux de couverture vaccinale de 30% en 1999 à 50% en 2004. De plus, l'USAID a commencé à mettre en oeuvre des approches plus efficaces de traitement des maladies de l'enfant dont la Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME). L'assistance de l'USAID devrait permettre de réduire significativement les maladies évitables et la mortalité infanto-juvénile pendant la durée du programme. La surveillance du VIH a été étendue à sept des dix régions et deux centres de conseils et de tests volontaires ont été ouverts (ce qui fait un total de trois pour l'ensemble du pays). Une augmentation de 7% de Couple-Années de Protection en 2001 indique une utilisation accrue de contraceptifs modernes. La formation, sur l'ensemble du pays, des gestionnaires de contraceptifs, a permis de réduire les pénuries dans les structures de santé. Les activités de marketing social ont permis de rendre largement disponibles et facilement accessibles les préservatifs de marque PROTEC. En 2001, le système de distribution s'est étendu à 1081 points de vente et les ventes ont augmenté de 12%. Une campagne nationale de mobilisation sociale novatrice contre le SIDA a touché 48.000 personnes parmi le grand public et des milliers d'autres chez les groupes à risques.

C. Programme prévu pour 2002

Pour que les populations comprennent comment améliorer leur santé, un programme utilisant une approche communautaire novatrice sera mis en oeuvre dans 110 collectivités locales. Ce programme communiquera des informations essentielles pour

améliorer la fréquentation des services de santé, les connaissances sanitaires et changer les comportements. Une nouvelle initiative de lutte contre le paludisme comprendra des activités en matière de traitement et de soins, surtout pour les enfants et les femmes enceintes, la surveillance de la résistance aux médicaments et le marketing social des moustiquaires imprégnées. Une approche améliorée de traitement des maladies de l'enfant sera étendue à 13 districts additionnels. Pour améliorer la couverture vaccinale, une chaîne de froid sera achetée et des activités de formation et de promotion seront entreprises dans 130 centres de vaccination des 29 districts. Des soins prénatals plus complets intégrant la prévention du paludisme et le dépistage et les conseils sur les IST/SIDA seront fournis aux femmes enceintes. En collaboration avec le Center for Disease Control (CDC), l'USAID renforcera davantage le système national de surveillance des IST/SIDA, qui combine les aspects comportementaux et épidémiologiques, pour donner une situation plus complète de la prévalence du VIH et des groupes à risques à cibler. Un accent particulier sera mis sur la prévention et le changement de comportements, le dialogue politique avec les leaders politiques et les chefs religieux, et une participation accrue du secteur privé et des média dans la prévention du VIH. Des formations ainsi que de nouveaux centres de dépistage et conseils volontaires élargiront le réseau de diagnostic et traitement des IST, y compris le VIH/SIDA. Un financement additionnel sera utilisé pour renforcer l'extension du traitement antituberculeux supervisé et décentralisé dans les districts financés par l'USAID. Des élus locaux et des membres de la société civile seront formés à la planification et au suivi des activités de santé. L'USAID va appuyer les Collectivités Locales à mieux prendre en charge les compétences de santé, et les encouragera à allouer une plus grande proportion de taxes locales aux soins de santé. Ceci entraînera une plus grande participation et responsabilisation des collectivités locales, et contribuera à la pérennisation du financement des soins de santé au niveau local.

En matière de Planification familiale/Santé de la Reproduction, l'USAID ajoutera les pilules contraceptives à son réseau de marketing social, réalisera un projet pilote de distribution à base communautaire, évaluera les services prénatals et élaborera un plan stratégique pour améliorer ces services dans l'ensemble des 15 districts où elle intervient.

D. Perceptions des Clients/Partenaires

- Les points de vue et inputs des clients sont pris en compte dans l'élaboration des plans d'opération (OP) annuels des districts sanitaires participants.

- Les clients au niveau des districts sanitaires prennent aussi une part active dans l'évaluation des plans de santé annuels réalisés.

E. Situation du Suivi des Recommandations précédentes de la Revue conjointe USAID/GRS

Le tableau ci-dessous indique l'état de mise en oeuvre desdites recommandations

RECOMMANDATIONS REVUE CONJOINTE (21 février 2001)	PARTIES RESPONSABLES	ETAT D'EXECUTION	DELAIS
1. Les points de vue/idées des clients pris en compte dans l'exécution des programmes	USAID/ AC/ GRS	Plans de santé des districts sanitaires élaborés annuellement en partenariat avec les clients.	Sans Objet (SO)
2. La contrepartie du pays hôte fixée et fournie annuellement	USAID /GRS	La contrepartie en nature du pays hôte convenue suite à de longues négociations entre l'USAID et les Ministères des Finances et de la Santé en mars et avril 2001. L'USAID n'a pas encore reçu les rapports d'activités annuels.	Décembre 2001
3. Comité de pilotage créé et opérationnel	USAID/ GRS/ AC	Réseau des Partenaires (REPS) créé depuis octobre 2000 et fonctionnel.	SO
4. Moustiquaires imprégnées et insecticides rendus accessibles aux couches les plus pauvres de la population	GRS	USAID/OS3 a officiellement écrit au GRS pour demander l'exonération	Mars 2002